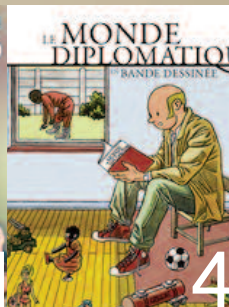


SOMMAIRE

 [Télécharger la revue](#)

 [Podcasts](#)

 [Vidéos](#)



CRITIQUES

- 1** | OBAMA'S WARS - Bob Woodward (Editions Simon & Schuster)
par Jean-Loup Samaan
- 2** | FACE AUX CRIMES DU MARCHÉ. QUELLES ARMES JURIDIQUES POUR LE CITOYEN ? - William Bourdon (Editions La Découverte)
par David Chekroun
- 3** | LE DEBAT. HISTOIRE, POLITIQUE, SOCIÉTÉ - *Continuer Le Débat*, n° 160
par Thierry Roure
- 4** | LE MONDE DIPLOMATIQUE EN BD - Hors série
par Virginie His

CHRONIQUES

- 5** | VOYAGE AU CŒUR DE L'EUROPE 1953-2009 - Pascal Fontaine (Editions Racine)
par Joël Le Déroff
- 6** | NEXT LEFT. RENEWING SOCIAL DEMOCRACY - Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)
par Joël Le Déroff
- 7** | HHHH - Laurent Binet (Editions Grasset)
par Benjamin Foissey

ECHAPPEES

- 8** | THANK YOU THINK TANKS - Témoignage du rédacteur en chef d'*Esprit critique*
par Thierry Germain

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

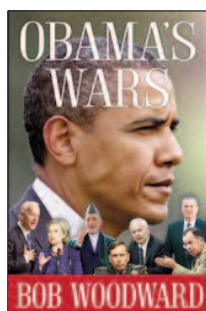
A L'ESSAI

1. OBAMA'S WARS

Bob Woodward

Editions Simon & Schuster,
septembre 2010, 464 pages, 30 €

PAR JEAN-LOUP SAMAAAN



Le titre du nouveau livre de Bob Woodward, le célèbre journaliste du *Washington Post*, est volontairement ambigu : *Obama's Wars*. Le lecteur pourrait en déduire qu'il s'agit là du récit de la reprise en main par le président démocrate des deux héritages de George W. Bush : les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Or il n'est question que de la seconde et au bout de quelques pages l'ambiguïté se dissipe : les guerres d'Obama sont non seulement celle d'Afghanistan mais aussi celle de Washington.

Bob Woodward nous décrit ainsi avec minutie comment, devant la remontée en puissance des Talibans afghans, la nouvelle administration américaine se trouve dès sa première année devant une équation insoluble. D'un côté, les militaires, au premier rang desquels le général David Petraeus, recommandent au président d'accroître le nombre de soldats déployés en Afghanistan pour conduire une campagne de contre-insurrection dont l'horizon temporel serait incertain ; de l'autre, le vice-président, Joseph Biden, estime que le véritable problème de l'Afghanistan est le Pakistan et ses zones tribales, d'où les Talibans opèrent en toute impunité. Pour Joseph Biden, la seule option est donc de conduire des opérations de contre-terrorisme musclées, s'appuyant sur des contingents légers de forces spéciales et un recours étendu aux frappes chirurgicales *via* les drones.

Ces deux options (contre-insurrection vs contre-terrorisme) font l'objet chez Bob Woodward de réunions explosives au Pentagone, de règlements de compte entre le cercle politique de Barack Obama et l'*establishment* militaire de Washington qui s'enchaînent sur plus de 400 pages sans véritablement laisser l'espoir d'une quelconque issue. A l'arrivée, Barack Obama opte bien pour le premier choix (la contre-insurrection) en envoyant 17 000 puis 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan.

Publié en septembre dernier, le livre n'a pas manqué de susciter de multiples polémiques. Première conséquence de sa parution, le conseiller à la sécurité nationale, James Jones, a précipité l'annonce de sa démission, suite au déballeage public de ses différends avec les proches du président, à commencer par l'omniprésent Rahm Emanuel.

Par ailleurs, le portrait de Barack Obama est parfois celui d'un président resté encore politicien, obsédé par la définition d'une stratégie de sortie et d'un *storytelling* positif autour de celle-ci : « *Je ne peux pas être entraîné dans une guerre sans fin. Je ne peux pas perdre le soutien du Parti démocrate dans son ensemble* », affirme-t-il dans le livre. Le débat sur les calculs politiques prêtés à Barack Obama dans la prise de décision en décembre 2009 sur l'envoi des trois brigades supplémentaires en Afghanistan a ainsi conduit le camp républicain à voir dans la promesse d'un début de retrait, à l'été 2011, une « *manipulation politique cynique et grotesque* »¹. Pour autant, certains experts, tels que le chercheur Stephen Biddle, ont remis en perspective cette controverse sur les calculs de Barack Obama : le président en qualité de commandant en chef doit procéder à un arbitrage politique et ne pas se laisser dicter par une logique exclusivement militaire. Stephen Biddle rappelle à cet égard que Franklin D. Roosevelt, pour des raisons électorales, avait décidé fin 1941 de mener deux campagnes simultanées, contre l'Allemagne et le Japon, et ce contre l'avis de l'armée qui considérait qu'une concentration des moyens contre l'Allemagne puis le Japon serait plus efficace.

Au final, l'ouvrage dépeint une administration minée par de fortes tensions entre les civils et les militaires. Mais surtout, en l'absence de choix

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

stratégiques évidents, Barack Obama y incarne un président en proie à l'inconsistance. Hélas, depuis la parution du livre de Bob Woodward, les mauvaises nouvelles semblent s'enchaîner : la sévère défaite des démocrates aux élections de mi-mandat de novembre 2010 devrait fortement contraindre l'action politique de Barack Obama et le réajustement annoncé par le général Petraeus du calendrier de retrait des troupes de 2011 à 2014 semble seulement reporter le dénouement des « guerres » du président Obama.

1. Propos de James Bolton, ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU.

CRITIQUES

A L'ESSAI

2. FACE AUX CRIMES DU MARCHÉ. *Quelles armes juridiques pour le citoyen ?***William Bourdon**Préface de Mireille Delmas-Marty
Editions La Découverte,
février 2010, 336 pages, 23 €

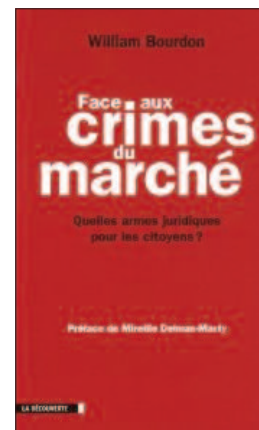
PAR DAVID CHEKROUN

Que peut le droit ? Assurément peu, aurait répondu Karl Marx tant il était convaincu qu'en l'absence de conditions matérielles permettant de les exercer, les droits « ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté ».

Que peut le droit aujourd'hui face aux crimes des multinationales et des institutions financières ? Beaucoup plus, répondrait William Bourdon. Car avec dextérité¹ et talent, cet avocat au Barreau de Paris, spécialisé dans la défense des droits de l'homme et des victimes de crimes commis par des opérateurs économiques, ancien secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, auteur récidiviste², tente de nous redonner espoir : les citoyens peuvent disposer d'armes juridiques pour lutter contre l'impunité dont jouissent les multinationales. Face au cynisme, le droit peut être une arme utile et l'auteur, président de Sherpa, le démontre en formulant des propositions concrètes.

Le postulat de départ est assez clair. Le processus de mondialisation de l'économie s'est accompagné d'une détérioration progressive et croissante du respect des droits humains de la part des multinationales ou « entreprises transnationales ». Ces violations directes ou indirectes des droits les plus fondamentaux se réalisent

dans des domaines aussi différents que la santé publique, l'environnement, les normes sociales, les libertés économiques et les droits syndicaux. Et parfois, ce sont l'ensemble de ces droits qui peuvent être sacrifiés lorsqu'il s'agit notamment de l'exploitation des ressources naturelles. Pour autant, les victimes de ces crimes de la mondialisation ne disposent pas des instruments juridiques efficaces pour faire reconnaître leurs droits et obtenir la sanction des responsables.



Ainsi, depuis le cas Nestlé, responsable de la mort de milliers de nourrissons pour avoir détourné les femmes de l'allaitement dans le seul but de vendre son lait en poudre aux travailleurs forcés de Total en Birmanie en passant par les affaires Bhopal, Minamata, Nike, De Beers, Coca-Cola, Chevron-Exaco, les obstacles ne manquent pas pour que les victimes de la déforestation, de l'extraction pétrolière, des essais médicamenteux et autres crimes obtiennent véritablement justice.

L'explication est nimbée dans l'analyse suivante : lorsqu'une entreprise multinationale viole les droits humains, ce sont les juridictions de l'Etat des victimes des violations qui ont vocation à prononcer une sanction et à ordonner réparation. En pratique, l'entreprise multinationale, en tant que personne morale, sera sanctionnée au civil et éventuellement au pénal pour ces crimes à la condition qu'ils soient commis sur le territoire de l'Etat du siège ou à l'égard des personnes relevant de la juridiction de l'Etat du siège. Or, lorsqu'elles exercent leurs activités commerciales sur le territoire d'un Etat autoritaire, les entreprises transnationales bénéficient généralement d'une impunité de fait pour les violations des droits de l'homme qu'elles commettent ou dont elles se rendent complices. Cette impunité s'explique techniquement par une double réalité : en premier lieu, la territorialité du droit pénal exclut juridiquement la compétence de l'Etat du siège pour condamner ces crimes ; en second lieu, l'Etat sur le territoire duquel se déroulent les activités commerciales ne voudra pas sanctionner ces violations.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

Qu'on en juge à partir de la surprenante affaire Total en Birmanie. Bref rappel factuel : les sociétés multinationales Total et Unocal ont exploité un chantier de gazoduc pendant plusieurs années en Birmanie. Elles ont été accusées de complicité de violation des droits de l'homme dans le cadre de l'exploitation du chantier Yadana, notamment en raison des violations perpétrées par les militaires birmanes en charge de la sécurité du chantier. Eu égard à la situation politique, les victimes birmanes se sont trouvées privées de tout droit à un recours effectif devant les juridictions birmanes. L'histoire aurait pu s'arrêter à ce rendez-vous manqué si, et c'est assez singulier pour être noté, des organisations non gouvernementales n'avaient pas incité les victimes à engager des actions devant des tribunaux étrangers. Unocal a été poursuivi au civil devant les juridictions américaines sur la base d'une loi de 1789 du nom d'*Alien Tort Claims Act* et Total a été poursuivi au pénal devant les juridictions françaises, sur la base du droit pénal. Finalement, un accord est intervenu avec Total qui a conduit, rappelons-le sans procès, à la création d'un fonds d'indemnisation doté de 5,2 millions d'euros à destination des victimes.

Cette affaire Total révèle assez bien les convictions de William Bourdon. Il convient de collaborer avec le marché sans être ni dupe ni à sa botte. Le dialogue avec les multinationales ne doit pas être condamné par définition car il en va de la moralisation du capitalisme. A l'opposé, le marché ne peut s'auto-réformer en douceur et il n'évoluera que sous la pression extérieure de l'opinion publique (comme dans l'affaire du Probo Koala en Côte d'Ivoire en 2006) et/ou de la crainte du bâton ou du juge.

En multipliant les exemples, l'avocat passe en revue les solutions inefficaces, irréalisables et illégitimes. Premièrement, il écarte la création d'un tribunal pénal international pour les droits économiques et sociaux sur le modèle de la Cour pénale internationale et de la convention de Rome du 17 juillet 1998. La thèse est une fois de plus solidement charpentée : certains Etats tels que les Etats-Unis, la Russie et la Chine n'ont pas

encore ratifié la Convention et les premières actions engagées par la Cour valide la perception d'une juridiction pour les Africains. Ce manque de légitimité condamne *de facto* la justice internationale. Deuxièmement, il critique les instruments de *soft law* ou « droit mou » dont la mise en œuvre n'est guère contrôlée et la violation encore moins sanctionnée. On pense notamment aux principes directeurs de l'OCDE, *Global Compact* de l'Organisation des Nations unies (ONU). Dans le même ordre d'idées, il dénonce le foisonnement d'initiatives éthiques des multinationales, codes de bonne conduite, chartes de développement durable ou autres labels verts ou bleus qui sont généralement destinés à servir davantage les stratégies de *greenwashing* ou de *fairwashing* qu'à s'orienter vers un comportement vertueux. Troisièmement, il critique la radicalisation du mouvement altermondialiste et ses excès qui ne permettent pas de trouver des solutions viables. Il cite pêle-mêle la posture exagérément victimaire de certaines ONG et des slogans visant à supprimer la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international. Quatrièmement, il dénonce les rapports incestueux qu'entretiennent les multinationales avec les ONG, notamment anglo-américaines. Est alors dénoncé le mouvement d'aller-retour des salariés d'ONG vers des fonctions de directeurs du développement durable dans des multinationales ou bien du financement des ONG par les entreprises transnationales qui en arrivent à substantiellement changer leurs discours. On découvre alors qu'une ONG américaine a transformé son slogan « Sue the bastards » en « Finding the ways that work ».

Au final, William Bourdon énonce des propositions argumentées et ordonnées en trois catégories particulièrement utiles : l'entreprise et son pays d'origine, l'entreprise et ses pays d'accueil, l'entreprise et la communauté internationale. 39 propositions originales et réalistes qui fondent les champs du possible et de l'essentiel : repenser les rapports et les responsabilités entre les sociétés mères et les filiales, créer des indicateurs de performances sociales et environnementales des multinationales, garantir un droit d'accès des tiers aux informations sociales et environnementales, encourager une politique d'achats publics responsables, réformer les délits de recel, offrir l'accès de la justice pour les associations luttant contre les atteintes à l'environnement et contre la corruption, renforcer les législations réprimant les atteintes aux droits humains.

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

En refermant ce passionnant ouvrage, nous avons regretté toutefois que les propositions n'aient pas été priorisées, hiérarchisées et surtout évaluées. Par ailleurs, la mise en œuvre effective de certaines propositions aurait pu être chiffrée et proposée. Enfin les rapports entre ce qui est demandé aux Etats, à la communauté internationale et aux multinationales auraient pu être affinés.

Mais, avouons-le, cette étude a le grand mérite d'offrir aux lecteurs une doctrine et une philosophie nouvelle de la responsabilité sociétale des multinationales, d'explorer sans préjugés les rapports entre ONG et multinationales, de pointer les risques de radicalisation et de connivence entre ses dernières et de formuler des propositions véritablement concrètes.

1. Pour une analyse controversée de William Bourdon, cf. notamment Pierre Péan, *Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique*, Fayard, 2010 (chap. 1).
2. *La Cour pénale internationale. Le statut de Rome*, avec Emmanuelle Duverger, Ed. du Seuil, 2000 ; *Haute Fidélité*, Ed. du Seuil, 1999.
3. Cf. notamment Sherpa, *Les entreprises transnationales et leur responsabilité sociétale*, 2009 : <http://asso-sherpa.org/sherpa-content/docs/programmes/GDH/publications/2%20-%20Fiche%20OIF%202010.pdf>

Esprit Critique

se faire son opinion

CRITIQUES

EN REVUE

3. LE DEBAT. HISTOIRE, POLITIQUE, SOCIÉTÉ

« Continuer Le Débat », spécial 30 ans
n° 160, mai-août 2010

PAR THIERRY ROURE



Le 30^{ème} anniversaire de la revue *Le Débat* est l'occasion de saluer la place incontournable qu'elle a prise dans le paysage intellectuel français avec pas moins de 160 livraisons depuis sa création en 1980. Loin de nous l'idée de faire le bilan exhaustif d'une

telle entreprise éditoriale.

Cela dit, comme le rappelle l'échange liminaire dans ce numéro anniversaire entre Pierre Nora – fondateur de la revue, prestigieux éditeur de sciences humaines chez Gallimard et maître d'œuvre des *Lieux de mémoire* – et Régis Debray, elle s'est construite dans le sillage de l'antitotalitarisme, notamment développé dans les années soixante-dix par Claude Lefort qui vient de disparaître. De ce point de vue, on peut la rapprocher de la revue *Commentaire* créée en 1978 sous le patronage de Raymond Aron et dirigée par Jean-Claude Casanova, qui se fonde sur une virulente critique du marxisme notamment dans sa forme concrète baptisée « socialisme réel », en prenant l'étude des auteurs et des textes particulièrement au sérieux. On en veut pour preuve qu'il existe des contributeurs prolixes communs aux deux revues comme François Furet, promoteur d'une vision non-marxiste de la Révolution française et fondateur de l'ex-fondation Saint-Simon, ou Philippe Raynaud, penseur du renouveau libéral. *Le Débat* se démarque néanmoins de la réaction anti-

communiste propre aux élites conservatrices éclairées incarnée par *Commentaire* par sa proximité avec la deuxième gauche.

Comme le montre l'article « De l'inexistentialisme » de Marcel Gauchet dans le premier numéro de 1980, cette revue a certes voulu réhabiliter le politique selon l'analyse de Claude Lefort faisant de l'indistinction politique/société civile le marqueur du totalitarisme, mais il s'en prenait également au structuralisme, qui prétendait dévoiler les déterminants cachés derrière les apparences idéologiques. Les maîtres du soupçon (Lacan, Foucault, puis plus tard Bourdieu et Derrida) étaient radicalement dénoncés.

Plus fondamentalement, c'est également l'engagement de l'« intellectuel total » à la manière du Sartre des *Temps modernes* (fondés en 1945) qui était visé pour faire place à une intervention dans la Cité plus responsable. Cela fait parfois penser à un règlement de compte du théoricien de l'impouvoir¹ avec plusieurs générations d'intellectuels qui l'ont précédé, la plupart normaliens. Mais ce sont peut-être de façon plus intéressante les possibilités d'un socialisme non-communiste qui étaient ainsi envisagées.

Le Débat entendait, de surcroît, maintenir un certain niveau d'exigence intellectuelle en refusant les facilités des nouveaux philosophes justifiant l'acquiescement à la modernité au nom d'un anticommunisme primaire. Elle ne peut donc pas être confondue avec *La Règle du jeu* de Bernard-Henri Lévy fondée en 1990. *Le Débat* s'insurge ainsi contre la médiatisation mais également contre la spécialisation universitaire excessive, comme le souligne Pierre Nora dans son article « Que peuvent les intellectuels ? » du premier numéro de 1980 où il définit sa revue comme un laboratoire d'idées qui permet de faire passer le renouveau de la recherche intellectuelle dans le débat public. De ce point de vue, on retiendra sa volonté d'embrasser tant l'histoire, le politique que la société, faisant de la question de la démocratie, et en particulier de l'individualisme, une question centrale. Revue de référence, elle a ainsi fait paraître deux chronologies de la vie des idées en 1988 et 2000 particulièrement précieuses. Véritable « NRF des idées » selon le mot de Marcel Gauchet² à l'ère du primat de l'image sur l'écrit, de la désintellectualisation et

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

de l'affaïssement de toute curiosité à l'égard des idées, cette revue éminente entend maintenir une tradition de réflexion intellectuelle dans un monde de plus en plus complexe et incertain.

Tel est précisément, dans le numéro anniversaire, l'enjeu de l'article de Paul Yonnet qui analyse la faillite du paradigme politique de la révolution. Dans cet article s'insérant dans la première partie « Le monde tel qu'il change », l'auteur pointe bien que mai 68 est la « révolution de la sortie de la révolution », faisant écho à la thèse, désormais célèbre, sur la religion de Marcel Gauchet. Le surmoi révolutionnaire qui surplombeait la gauche semble être en crise, pour ne pas dire qu'il a complètement disparu, et l'auteur se demande avec pertinence si nous n'assistons pas à l'essor d'un nouveau paradigme, celui de la nature, faisant de l'écologie la question centrale. Il donne ainsi toute leur importance à l'éthique de la responsabilité de Jonas et au « catastrophisme éclairé » de Jean-Pierre Dupuy.

Cela dit, si la révolution est en crise, on peut se demander si la réforme ne l'est pas également. C'est précisément pour penser cette problématique que l'histoire récente du socialisme français retracée avec brio par Michel Winock est utile. Il décrit ainsi le difficile chemin qui a conduit la gauche à l'apprentissage d'une culture de gouvernement, c'est-à-dire, selon lui, à une ligne véritablement social-démocrate.

Dans une deuxième partie sur les « fondamentaux », Marcel Gauchet revient sur la généalogie de l'individualisme, thème phare de la revue, qu'il retrace en trois étapes : l'ère sociologique (l'avènement social de l'individu), l'ère juridique (la promotion des « droits à ») et l'ère anthropologique caractérisée par un investissement psychologique de plus en plus fort. Une série d'articles est également consacrée aux réseaux numériques et notamment à internet tant dans leurs aspects d'histoire des techniques que de la *Weltanschauung*, c'est-à-dire de la vision du monde fondée sur l'idéologie de la gratuité et de l'instantané, comme le montre avec talent la sociologue Monique Dagnaud.

Une troisième partie intitulée « Modes et modèles » fait l'histoire des nouveaux paradigmes intellectuels que ce soit le post-modernisme (de Lyotard à Maffesoli en passant par Baudrillard) mettant l'accent sur la fin des grands récits historiques, l'essor de la réalité virtuelle, l'apparition d'un capitalisme liquide et le développement des logiques tribales ou le cognitivisme.

Enfin une dernière partie appelée « Points et contrepoints » retrace et analyse les mots qui font aujourd'hui florès et qui nous permettent de cerner sémantiquement l'époque grâce à des entrées sur le genre, la diversité, le populisme, la construction sociale voire l'esprit critique.

Autant dire qu'on lira ce numéro avec profit et pas seulement parce qu'il marque l'anniversaire d'une revue de référence. Faisant néanmoins retour sur ces trente ans de débat, malgré l'extrême qualité des articles, on peut parfois se demander si à défaut de vulgariser la recherche en sciences sociales cette revue n'a pas parfois contribué à donner un lustre intellectuel à certaines idées à la mode dans le milieu journalistique. Le débat reste entier...

1. Marcel Gauchet, *La Démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002.

2. Marcel Gauchet, *La Condition historique*, Seuil, 2003.

Esprit Critique

se faire son opinion

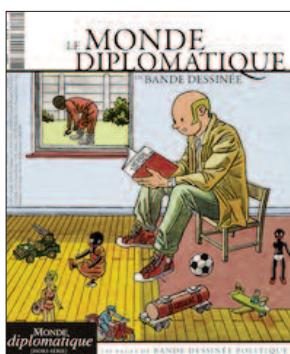
CRITIQUES

EN KIOSQUE

4. LE MONDE DIPLOMATIQUE en bande dessinée

Hors série, octobre 2010
100 pages, 9,95 euros

PAR VIRGINIE HIS



Dans un précédent numéro d'*Esprit critique*, j'avais eu l'occasion d'évoquer ces nouveaux objets éditoriaux mi-livre, mi-magazine, en vente en librairie. *XXI*, *Usbek & Rica* et *Le Mook* se sont installés dans le paysage médiatique et leur aventure semble avoir de beaux jours devant elle. Approches décalées, dossiers de fond, place de choix réservée à la photographie et à l'illustration, le rendez-vous est généralement trimestriel. Plus récemment, c'est une véritable révolution à laquelle les papivores ont pu assister dans leurs kiosques préférés : *Le Monde diplomatique* change de formule. Mais il ne s'agit pas d'un changement de maquette comme la plupart des titres en connaît. Non, *Le Monde diplomatique* se fait la bulle ! S'il rappelle le concept d'un *Mook* dans sa forme, à l'intérieur tous les sujets sont abordés sous forme de bande dessinée.

Alors pourquoi un tel virage ? Le taquin professeur Vandermeulen, 85 ans, explique ce coup de jeune dans son édito en s'interrogeant sur le sort de ce journal plus proche de l'objet d'apparat que du couteau suisse. Condamné à un positionnement stratégique bien en vue sur la table du salon, *Le Monde diplo* veut reconquérir

ses lecteurs actuels et en séduire de nouveaux. L'approche est donc radicalement différente mais pas question de céder pour autant sur le fond et la force des sujets. A la recherche d'un remède pour attiser la curiosité du lecteur trop vite lassé, *Le Monde diplomatique* trouve un moyen d'aborder des sujets complexes, difficiles, polémiques avec une nouvelle écriture, une mise en scène, une information immédiatement vivante.

BD mais aussi roman photo, *vintage* oblige ! Ressorti des magazines des années 1960, le côté suranné renforce le propos du reporter qui relate l'itinéraire d'une ancienne salariée d'une entreprise du groupe LVMH délocalisée en Europe de l'Est et qui voit son avenir professionnel totalement basculé. Quelques années plus tard, elle reçoit la visite de... Bernard Arnault. Au reportage s'ajoute une touche de fiction, à mi-chemin entre une écriture télévisuelle et cinématographique, un *story board* de l'information.

On passe d'un sujet à l'autre avec beaucoup de bonheur : Corée, Caucase, Liban, Afrique du Sud, bulles assassines et néanmoins délicieuses sur les propos tenus par le député Vanneste ou la ministre Nadine Morano, des portraits et des sujets de politiques sociale et internationale... On y retrouve ce qui fait la richesse de la revue en version « littéraire », la satiété en moins. C'est aussi l'occasion de découvrir des auteurs de BD de tous horizons qui, l'espace d'un article, forment un tandem original avec un journaliste.

S'il s'agit pour l'instant d'un hors-série, dès après le prochain festival d'Angoulême, la bascule d'une forme à l'autre sera définitive : « La bande dessinée, c'est le progrès : n'ayez pas peur ! »

Loin des *comics* et d'Astérix, la bande dessinée comme le dessin animé s'installent comme des modes d'expression politique voire philosophique. D'aucun prétend même que « *Toy Story 3* » serait un pamphlet pro-libéral ! Le renouveau de la pensée et de l'émotion par le trait, par la transfiguration des êtres et des situations est de plus en plus répandu. De *Maus* à « *Valse avec Bachir* », la réinterprétation des tragédies historiques par le dessin transcende l'humanité pour mieux nous y ramener, enfin.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

EUROPE

5. VOYAGE AU COEUR DE L'EUROPE 1953-2009.

Histoire du Groupe Démocrate-Chrétien et du Parti Populaire Européen au Parlement européen

Pascal Fontaine

Editions Racine,

janvier 2010, 700 pages, 24,95 €

PAR JOEL LE DEROFF

Pourquoi prendre le temps de lire un imposant ouvrage de 700 pages, écrit par un ancien secrétaire général adjoint du principal groupe parlementaire de la droite européenne, et dont le caractère partisan ne fait pas de doute ? Il y a, à cette question, de très bonnes réponses.

Les 43 chapitres thématiques et historiques de ce volume sont écrits dans un style suffisamment fluide pour ne pas lasser et constituent, sous réserve de croisement avec d'autres sources moins (ou différemment) partisans, des rappels historiques importants.

Surtout, il n'est pas fréquent qu'une famille politique européenne se raconte, et raconte son propre parcours depuis le début de la construction des Communautés. Il y a beaucoup à en apprendre, notamment pour en comprendre les évolutions au fil des décennies et pour mieux en saisir l'identité au travers des anecdotes.

Enfin, il y a beaucoup à apprendre car c'est lorsque les acteurs politiques s'approprient l'histoire politique et institutionnelle, en en livrant leur propre interprétation, que cette histoire devient un enjeu et une référence pour les citoyens.

Certes, une telle lecture de l'histoire, partisane, n'est démocratique que si elle est pluraliste. Mais le centre-droit européen, acteur majeur de notre histoire, est parfaitement fondé à tenter cet exercice. On ne peut que regretter que les femmes, hommes et forces politiques européens ne s'y essaient pas plus souvent. A la gauche de relever le défi, pour faire vivre la démocratie européenne.



Une lecture politique et instructive de l'histoire

Une grande qualité de *Voyage au cœur de l'Europe* est de rendre une place, dans la grande histoire, aux jeux des affinités, amitiés, solidarités et tensions entre les responsables politiques depuis les années 1950. Dans une construction européenne d'abord basée sur la réconciliation d'Etats qui sortaient des plus violents affrontements de l'histoire, le mérite personnel des « pères fondateurs » et leur capacité à partager leurs idéaux et leur confiance au-delà de frontières qui existaient alors bel et bien, sont des éléments capitaux. L'aptitude à engager, sur cette base, des nations entières, témoigne d'une force morale dont on aimerait bien qu'elle se soit perpétuée aux générations suivantes.

La coloration partisane de l'ouvrage se repère vite, dès lors qu'aux listes canoniques des Schuman, De Gasperi, Adenauer, loués pour leur attachement aux valeurs démocrates-chrétiennes, se trouvent accolés des noms comme celui de Paul-Henri Spaak... sans mention de leur appartenance à la famille socialiste. Une manière pour Pascal Fontaine et le centre-droit de se positionner en unique acteur central de la politique européenne.

Ce biais – qui découle de la nature de l'ouvrage – est plus gênant quand il s'agit de s'attarder sur des débats politiques et parlementaires moins connus, où le lecteur moyen sera incapable d'ajouter de lui-même le nom des personnalités socialistes (mais aussi libérales, et plus tard vertes) ayant tenu des rôles capitaux. C'est d'autant plus frustrant que c'est à ce niveau que le *Voyage au*

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

cœur de l'Europe apporte une quantité inédite d'informations sur le développement des politiques et des institutions européennes : rôle des personnalités et des partis dans les transitions démocratiques et les élargissements successifs (au sud comme à l'est), positions des uns et des autres sur le modèle communautaire et le modèle intergouvernemental, sur les politiques agricoles et douanières, ou encore batailles budgétaires méconnues mais épiques et déterminantes.

Pourtant, si Pascal Fontaine cherche logiquement à présenter l'image d'une cohésion du centre-droit européen tout au long des six dernières décennies, il n'évite pas la question cruciale de la construction, parfois difficile, de positions communes à une famille politique initialement constituée de six partis politiques nationaux, et aujourd'hui de plus de cinquante¹. L'exemple des attermoissements de la famille post-gaulliste française, jusqu'aux dernières années du RPR, est intéressant. Plus récemment, le rapprochement délicat avec les Conservateurs britanniques, dans les années 1990, puis leur départ en compagnie de l'ODS tchèque en 2009, font l'objet de développements instructifs et de réflexions valables sur l'importance, pour un parti européen, de maintenir centrales certaines valeurs.

Un conservatisme profond, trop peu assumé

On aimerait que ces valeurs soient appliquées de manière plus homogène : un autre passage intéressant est celui où l'auteur relate les débats ayant précédé l'intégration de Forza Italia et de Silvio Berlusconi au sein du Parti populaire européen (PPE). On y apprend qu'une minorité significative de la démocratie-chrétienne historique s'y était opposée : certains Italiens de l'ancienne DC, mais aussi d'autres partis, dont les Luxembourgeois représentés par Viviane Reding, devenue depuis vice-présidente de la Commission européenne, chargée de la justice, des droits fondamentaux et de la citoyenneté. Une interlocutrice de valeur, très ouverte au débat avec la société civile, et aux antipodes d'un conservatisme obtus².

On aimerait donc que le conservatisme profond de la majorité du PPE soit assumé plus clairement. Parmi les politiques cités, il est rarement précisé que tel ou telle responsable est un(e) opposant(e) vigoureuse à l'avortement (Anna Záborská, Hanna Suchocka,...). La complaisance à l'égard du gouvernement droite/extrême-droite autrichien des années 1999-2006 est justifiée par un euphémisme consistant à dépeindre le partenaire extrémiste de la coalition comme un parti minoritaire³. L'alliance de la droite italienne avec un parti violemment xénophobe⁴ est pudiquement tue. Enfin, Rocco Buttiglione, commissaire italien récusé en 2004 après des propos sexistes et homophobes, est décrit avec une grande indulgence, alors qu'il s'agit d'un intégriste catholique.

Raconter un projet européen

Une fois prises en compte les limites du caractère scientifique de l'ouvrage de Pascal Fontaine, il reste que ce volume est une contribution appréciable pour poser le décor d'un champ politique que beaucoup d'Européens sincères, à gauche comme à droite, voudraient enfin voir se structurer à l'échelle de l'Union. Une nécessité démocratique, pour la pérennité de la construction européenne.

Il faut souligner que, publié par une maison d'édition indépendante du PPE et de son groupe parlementaire, *Voyage au cœur de l'Europe*, disponible dès son lancement en allemand, anglais et français, a fait l'objet d'une distribution gratuite au sein du Parlement européen. C'est assez dire qu'il s'insère dans un projet de renforcement de l'identité collective des élus du centre-droit dans l'Union.

C'est assez dire, aussi, qu'il serait désolant de laisser la droite prendre de l'avance dans la construction de son identité en tant que famille politique européenne. D'autant plus que la cohésion du groupe PPE au Parlement européen est en fait loin d'être meilleure que celle des socialistes. Certes, le PPE fut le premier parti européen à se constituer comme tel, en 1976⁵. Mais il n'est pas toujours en avance. Le Parti socialiste européen (PSE) a lancé le premier, en 2006, un dispositif d'accueil des militants à l'échelle européenne.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

Clin d'œil à cette identité militante de la gauche, Pascal Fontaine mentionne, en décrivant la maigre manifestation pro-européenne réunie à Nice en décembre 2000, alors que les chefs d'Etat et de gouvernement peinaient à accoucher d'un décevant traité, la présence de militants socialistes, ainsi que Verts et Libéraux... Le PPE n'étant représenté que par deux élus.

Prenons-en de la graine. Apprenons à donner du sens à notre action en l'insérant dans un récit historique social-démocrate de la construction européenne. Certains chercheurs s'y sont déjà essayés, ce dont témoigne le site du PSE⁶. Il faut approfondir ce chemin et partager aussi systématiquement que possible ce récit historique au sein de notre famille. C'est une priorité d'autant plus urgente que le groupe parlementaire socialiste a commencé à s'élargir en 2009 à des alliés de traditions différentes.

1. Dans de nombreux pays européens, le Parti populaire européen (PPE) compte plusieurs partis membres. C'est aussi le cas d'autres partis européens, dont le Parti socialiste européen (PSE), mais dans des proportions beaucoup plus limitées, ce qui est une des raisons de la prééminence numérique du PPE au Parlement européen.

2. Appréciation éclairée par l'expérience professionnelle bruxelloise de l'auteur de cet article, au sein de la branche européenne de l'Association internationale lesbienne, gay, bisexuelle, trans et intersex (ILGA-Europe).

3. A l'issue des élections législatives de 1999, le FPÖ extrémiste comptait autant de sièges que l'ÖVP, son partenaire conservateur, et avait même obtenu quelques milliers de voix de plus. Il est vrai que la coalition des sociaux-démocrates slovaques (SMER) avec des partis populistes et xénophobes, entre 2006 et 2010, montre que les autres familles politiques démocratiques européennes ne sont pas irréprochables. Les députés européens de SMER ont été maintenus dans le Groupe socialiste, le parti lui-même n'étant exclu du PSE que jusqu'en 2008.

4. La Lega Nord.

5. Le PSE a succédé à la Confédération des partis socialistes de la Communauté européenne en 1992.

6. Par exemple Simon Hix et Urs Lesse, *Shaping a Vision, A History of the Party of European Socialists 1957-2002*, 2002.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

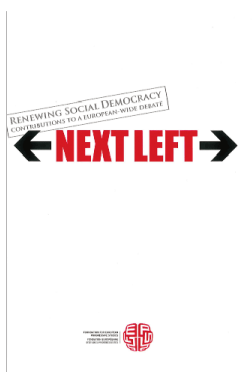
EUROPE

6. NEXT LEFT. RENEWING SOCIAL DEMOCRACY.

Contributions to a European-wide debate

Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)
décembre 2009

PAR JOEL LE DEROFF



Il y a à peine plus de trois ans, timidement, le Parlement européen réussissait à inventer un nouvel outil pour la démocratie européenne. Après un débat budgétaire délicat avec le Conseil des ministres, les parlementaires avaient obtenu un modeste financement public pour la

mise en place de fondations politiques européennes, destinées à alimenter le débat intellectuel aux côtés des partis politiques européens.

Aujourd'hui, comme le savent les militants du PSE qui assistent régulièrement aux Congrès de notre parti européen, la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), bien que dotée de moyens modestes, existe et fait son possible pour travailler. Bien évidemment, et comme cela est malheureusement habituel en ce qui concerne la vie politique de l'Union, cet événement, qui aurait dû passionner, s'est concrétisé dans l'indifférence des élites médiatiques et des élus nationaux.

La FEPS, du fait de ses moyens, travaille principalement en anglais, seule langue d'échange universelle en Europe. Comme souvent dans notre Union, seuls les francophones ont l'important privilège d'être les seuls Européens à bénéficier d'une version traduite du site internet www.feps-europe.eu, sur lequel les travaux en cours sont détaillés.

Le recueil de contributions dont il est ici question, *Rénover la social-démocratie*, est le premier tome publié dans le cadre d'un projet d'appel aux chercheurs de gauche dans l'Union. Une initiative née d'une prise de conscience, après les désastreuses élections législatives de juin 2009. Dans l'opposition ou au pouvoir, doté de leaders consensuels ou contestés, le socialisme européen perd.

La FEPS, avec la coopération de l'Institut Karl Renner (Autriche), a donc souhaité lancer un appel à contributions, ouvrir une pêche aux idées et aux analyses. Ce volume, d'ores et déjà suivi, en avril 2010, d'un recueil de discours des dirigeants¹ les plus pro-européens de nos partis nationaux, s'inscrit dans un projet à plus long terme, coordonné notamment par l'ancien chancelier autrichien Alfred Gusenbauer et par l'ancienne secrétaire générale des Jeunes socialistes européens (ECOSY), Ania Skrzypek.

Mener le débat à la bonne échelle : celle de l'Union

Installée dans le quartier européen de Bruxelles, l'équipe de la FEPS travaille en coordinatrice d'un réseau impliquant, autant que possible, l'ensemble des fondations membres, dont la Fondation Jean-Jaurès. C'est ainsi qu'elle a pu obtenir des contributions émanant de politiques européens chevronnés, tels Mercedes Bresso, présidente de la région Piémont et du groupe socialiste au Comité des Régions jusqu'à une date récente, et de chercheurs spécialisés en politique européenne publiant régulièrement dans leurs fondations nationales.

Plusieurs messages se détachent, qui seront à prendre en compte pour la reconstruction. Mercedes Bresso, par exemple, souligne l'import-

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

tance pour la gauche européenne d'être en capacité de porter un message et un programme cohérents à chaque échelon institutionnel, des collectivités à l'Union, sans oublier l'Etat. A juste titre, elle défend ce que l'on pourrait appeler une culture politique du fédéralisme (des fédéralismes ?).

Plusieurs contributeurs établissent un lien analytique entre les résultats de l'élection législative européenne dans leur pays et la tendance générale qui s'est manifestée dans l'Union en juin 2009. Vue de France en particulier, cette démarche a l'immense mérite de donner l'exemple, en évitant de se restreindre à des explications bornées à l'étroit cadre national, quand ce n'est pas aux réalités médiocres de la vie interne du parti. A noter qu'un contributeur croate, Anton Vujic, s'est essayé à cet exercice critique, dans un pays qui sera sans doute un des tout prochains à rejoindre l'Union.

D'une manière générale, ce qui sous-tend nombre de contributions est bel et bien la problématique pertinente : dans un cadre institutionnel international qui, malgré la crise, reste largement sous l'influence d'une idéologie économique conservatrice hostile à la régulation, comment développer une identité politique de gauche capable d'incarner, dans la communication comme dans l'action, une alternative reposant sur un programme politique pour l'Union ?

Certes, il existe un consensus mou, au sein des partis socialistes et sociaux-démocrates, pour reconnaître qu'une action politique à l'échelle européenne est la seule solution pour obtenir un poids critique face aux pressions (et, face aux suites de la crise grecque, disons-le : face au chantage !) des marchés. Mais force est de constater que chacun trouve plus confortable de continuer à se représenter en parti national, confortablement installé dans des Parlements, et de plus en plus rarement dans des palais gouvernementaux nationaux, alors même que ceux-ci, malgré leurs fastes et leurs dorures, ne représentent plus qu'une fraction du pouvoir politique parmi d'autres échelons.

De manière intéressante, et alors que cette option avait été refusée par la majorité des partis membres du PSE lors de la création du statut de « militant du PSE », en 2006, deux contributeurs, se posant la question de la rénovation des appareils partisans, se déclarent en faveur d'une ouverture de ce statut à tout citoyen européen, y compris non membre d'un parti national. Difficile à accepter pour les hiérarchies nationales traditionnelles. Ce serait pourtant une innovation capitale pour offrir un débouché politique à une jeunesse progressiste européenne, parfois déçue par les partis nationaux, en particulier (mais pas seulement !) dans les pays où ceux-ci sont encore dirigés par d'anciens apparatchiks communistes.

Une copie à améliorer ?

Malgré, ou plutôt à cause même de l'intérêt de l'exercice, il est inévitable de souligner quelques lacunes de la publication de la FEPS. Lacunes très certainement amendables, et c'est d'ailleurs pourquoi il est bon d'insister.

Tout d'abord, la lecture du volume provoque assez rapidement un effet de lassitude : à la seule lecture du sommaire, le lecteur est saisi par l'aspect répétitif des titres des contributions. Plusieurs contributeurs, sollicités pour traiter en quelques pages du « renouveau de la social-démocratie », se sont obligés à rendre des copies se détachant difficilement de généralités inévitables. Etant donné le format limité offert à chacun, il aurait sans doute été judicieux, de la part de la FEPS, de les inciter à traiter de manière plus poussée les questions dont ils sont spécialistes. Certains ont d'ailleurs eu, d'eux-mêmes, l'intelligence de le faire, nous offrant les meilleurs textes.

Sur la forme, il est très regrettable que le volume, rédigé en anglais par des auteurs dont ce n'est pas la langue maternelle, n'ait pas bénéficié d'une relecture par des anglophones natifs. Dans plusieurs contributions, les coquilles se multiplient, et la lecture est rendue pénible par l'emploi de tournures directement transcrites d'une autre langue. Les organisations travaillant à Bruxelles (partis européens, syndicats, ONG) sont toutes dans une situation similaire à celle de la FEPS, les Britanniques et les Irlandais y

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

représentant seulement une minorité. Dans ces conditions, il est d'usage de solliciter les services de relecteurs, solution largement facilitée dans le cas d'une fondation disposant de membres en pays anglophones.

Sous réserve de ces quelques améliorations, il paraît approprié de souhaiter bonne chance à notre fondation européenne pour la suite de ses travaux programmatiques et de recherche, associant des intellectuels issus de toute l'Union. Plus encore, il paraît urgent que les partis et fondations nationales se saisissent de ce nouvel outil pour le faire prospérer et pour s'assurer de répondre, un peu plus, aux exigences de notre temps.

1. FEPS, *La vision des leaders pour l'avenir de l'Europe*, avril 2010. Ce volume peut être commandé sur le site www.feps-europe.eu

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

HISTOIRE

7. *HHhH*

Laurent Binet

Editions Grasset,

janvier 2010, 440 pages, 20,90 €

PAR BENJAMIN FOISSEY

La première décennie du XXI^{ème} siècle a vu, notamment en France, plusieurs succès littéraires ou cinématographiques prendre racine dans une volonté de compréhension quasi-intime des grandes horreurs de l'histoire récente. Alors que nous sortions du siècle qui fut probablement le plus sanglant de l'Histoire, le plus tristement riche en enfers semés de bonnes intentions ou en idéologies nauséabondes, tout se passe comme si le besoin toujours pressant de comprendre contournait la raison souvent impuissante pour prendre un autre chemin.

A l'histoire qui tente d'être une science, le regard que nous portons sur les horreurs, de la Seconde Guerre mondiale en particulier, préfère désormais l'introspection, la connaissance intime d'individus, des discours introspectifs de personnages hautement politiques mais anonymes avec lesquels ils est parfois possible de s'identifier, pour le meilleur et pour le pire. Le cynisme très post-moderne du SS Maximilien Aue, héros des *Bienveillantes* de Jonathan Littell qui mêle dans une même phrase des détails de ses relations charnelles, amoureuses, incestueuses et une description technique de la Shoah par balle, à laquelle il participe, est l'exemple le plus parlant.

La série « Un village français » diffusée sur France 3 plonge également très profondément dans l'intimité d'une petite communauté prise dans les tourments de l'histoire. Mêmes les traditionnels documentaires sont désormais parsemés de coups de projecteur sur un soldat



anonyme, un salaud ou une victime, un Français fuyant l'armée allemande, qui quitte la lumière aussi rapidement qu'il y est entré. « Apocalypse : la Deuxième Guerre mondiale en couleur » d'Isabelle Clarke et Daniel Costelle empreinte cette voie qui n'est pas dépourvue d'intérêt. Sommes-nous dans l'histoire, la mémoire ou l'œuvre de fiction ? La question se pose.

Certes l'entremêlement de l'intime et de l'histoire est le classique des classiques, mais ce sont des grands hommes que l'on présente alors pour expliquer ou romancer un peu plus une campagne militaire ou un règne. L'irruption massive de l'anonyme dont on sait beaucoup de choses, la description psychologisante du bourreau ou de la victime qui passionne autant les foules semblent ressortir de notre condition post-moderne d'anonyme insatisfait, bien que cette explication paraisse un peu simple.

Le premier roman de Laurent Binet, jeune agrégé de lettres, est à sa manière représentatif de cette mutation de notre lien à un passé traumatisant. *HHhH* (« Himmlers Hirnt heisst Heydrich » : le cerveau de Himmler s'appelle Heydrich) raconte une des histoires les plus rocambolesques de la Seconde Guerre mondiale, à savoir l'assassinat par un groupe de parachutistes tchèques du numéro 2 de la SS et protecteur de Bohême et de Moravie, Reinhard Heydrich. Cette action de la résistance tchèque eut des conséquences énormes, un retentissement international impressionnant et donna lieu à une vague de représailles telle que l'actuelle République tchèque n'en avait pas connues depuis les guerres hussites.

Le parti pris de l'auteur est celui d'une description méticuleuse des trois principaux acteurs de cet événement, deux parachutistes tchèques du gouvernement de Benes en exil et Reinhard Heydrich. Une description du quotidien de ces personnages à Prague, des recherches historiques méticuleuses et un souci permanent de distinguer réalité historique et fiction font de ce

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

livre un roman d'un genre nouveau. Le terme d'infra-roman utilisé par l'auteur montre à quel point l'histoire, la mémoire et la fiction sont intimement mêlées, un symptôme peut-être d'un besoin nouveau de la part de l'auteur comme des lecteurs.

Alors que Jonathan Littell cherchait constamment l'intimité avec le personnage principal de son roman, ce qui lui a été de très nombreuses fois reproché, Laurent Binet cherche également l'intimité du lecteur, qui se sent finalement aussi proche des héros que de l'auteur, de ses interrogations sur les règles qu'il doit se donner mais aussi de ses liens intimes avec le pays dont il parle. L'exposé de ses recherches, de ses doutes quant au rapport qu'il doit entretenir avec l'histoire et avec la fiction prend une place telle que l'on finit, parfois, par se demander si l'on est face à un roman ou un essai théorique sur une nouvelle manière d'aborder le passé par infra-roman. Tous doivent être proches, intimes, parmi les personnes qui sont en lien avec le texte, les lecteurs de l'auteur, les personnages du lecteur et ces derniers de l'auteur. Ce besoin de transparence pose question.

Cette post-modernité dans le rapport au passé, à supposer que ce mot soit bien choisi, cette histoire-réalité qui veut, au plus près, nous faire vivre l'histoire, réussit en tout cas à captiver le lecteur comme rarement. Personne ne peut s'empêcher de trembler lorsque le parachutiste, dont nous savons tout, sort une mitrailleuse anglaise qui s'enraye devant la voiture de Reinhart Heydrich. La fin du commando, assiégé par les SS dans la crypte de l'église orthodoxe des Saints-Cyrille-et-Méthode de Prague est d'autant plus tragique que la vie de chacun nous est devenue familière.

Restent certaines lourdeurs qui sont peut-être sensibles pour les regards trop habitués aux textes historiques plus orthodoxes. Les digressions concernant la vie privée de l'auteur sont constantes sans que l'on arrive à cerner, parfois, le rapport avec la tragédie qui nous est comptée par ailleurs. Les constantes hésitations entre l'histoire et la fiction, outre les répétitions, laissent

l'impression d'une démarche qui n'a pas été clairement définie, d'un projet littéraire qui n'a pas réellement pris de parti tout en les prenant tous. Reste que cet infra-roman se lit d'une traite et rend impatient.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

ECHAPPEES

8. THANK YOU THINK TANKS

23 think tanks de toute obédience organisaient samedi 6 novembre à la Sorbonne leur premier forum en commun qui a attiré près de 800 personnes. Mais y avait-il la queue d'une idée ? Le témoignage du rédacteur en chef d'*Esprit critique* et membre du comité de rédaction de *Nonfiction.fr*

PAR THIERRY GERMAIN



Selon une bien méchante légende, au moment d'être passé par les armes, Pancho Villa se serait trouvé dépourvu de la moindre petite sentence à offrir en pâture à l'Histoire. Au désespoir, il se serait alors écrié : « Dites que j'ai dit quelque chose ! ». Sur ce premier forum des think tanks, qui réunissait 23 formations aussi disparates que l'association pour la Fondation de l'écologie politique et l'Institut de l'entreprise, sans oublier le CRREA de Jean-François Kahn, il a bien failli m'arriver pareille mésaventure. Non qu'il faille déplorer l'échec d'une manifestation par ailleurs fort bienvenue : victime au contraire de son succès (800 personnes sur la journée), elle connut même l'un de ces petits bugs d'organisation qui comme chacun sait sont le symptôme presque inévitable des initiatives jeunes et dépourvues d'arrière-pensées. Cette affluence était bien le signe d'une curiosité profonde pour des think tank séparément encore mal connus, et qui pour la première fois avaient pris le parti de s'afficher en bande.

Pour quoi faire ? Lorsque je vis mes deux voisines prendre consciencieusement des notes sur

des copies perforées, un coude négligemment posé sur le dernier numéro du *Wall Street Journal*, puis quand elles mirent une frénésie certaine à approuver les propos certes très appuyés de l'un des intervenants, j'en conclus cependant que la question méritait d'être posée du sens exact de ce rassemblement inédit.

On sait que les meilleures innovations ne rencontrent pas immédiatement leur évidence. Forain en fit naguère la douloureuse expérience lorsque voulant impressionner Degas avec l'un des premiers téléphones de Paris, il s'entendit ainsi interpellé par le vieux peintre : « Alors, c'est ça votre invention, on vous sonne et vous y allez ? ».

Personne ici ne nous avait sonné, mais la diversité des regards n'en était pas moins réelle. J'en fus assuré lorsqu'une hégélienne philosophe avoua un peu plus tard n'être venue là que « pour faire le choix du think tank qui lui paraîtrait le plus séduisant ». Pourtant, quelque chose semblait parcourir cette assistance, quelque chose de palpable : la volonté diffuse de trouver du neuf, l'envie de savoir si, en frottant l'un contre l'autre ces drôles de silex que sont les think tanks, l'on pourrait en faire jaillir des étincelles.

Des silex sans frottements d'idées

Pour cela, encore fallait-il que frottement il y eut, et que trois obstacles récurrents soient dépassés : l'opposition factice entre programme et projet, la raideur des clivages et postures, la dictature de l'actualité.

Le réflexe est constant d'opposer les éléments de programme à l'alchimie particulière qui, absente encore, ferait de cette avalanche de propositions un projet à part entière. Réfutant l'adage d'Alphonse Karr selon lequel « l'âge où l'on partage tout est généralement celui où l'on n'a rien », les 23 think tanks étaient venus les poches pleines, attestant ainsi que pas plus aujourd'hui qu'hier les idées ne manquent.

L'enjeu premier reste donc bien de trouver une valeur ajoutée globale et opérationnelle à

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

toutes ces propositions. Qui, quel creuset, quelle fonderie politique et citoyenne a aujourd'hui la responsabilité et le pouvoir de réaliser un tel alliage ? Et quel est le rôle des think tanks, isolément ou ensemble, dans l'émergence d'un véritable projet de société et, s'il en faut un, d'un nouveau modèle de civilisation ?

D'autant qu'aboutir à une réelle confrontation d'idées nécessite *a minima* de s'exonérer autant que possible des exercices imposés et autres postures de circonstance. Si ce forum se voulait évidemment le lieu d'une telle ambition, il pouvait difficilement remplir une telle promesse du premier coup. Trop prégnant fut le réflexe d'énoncer à la tribune son programme en tant de points et presque autant de propositions, et de faire ainsi preuve sinon d'une réelle volonté d'innovation du moins d'un sens certain de la publicité.

Laissant échapper une critique sur le FMI mais ne manquant pas de préciser immédiatement « le FMI d'avant DSK, évidemment », l'un des orateurs redisait inconsciemment que l'actualité, avant d'être une possible dictature, reste le cadre naturel de l'activité des think tanks, aussi en recul qu'elle puisse s'exercer. Nul n'ignore le contexte dans lequel se tenait ce forum et le poids des échéances politiques. Un autre orateur appelait pourtant à s'exonérer « du culte de la vitesse et de l'instant, et à redonner non du temps au temps mais du sens au temps ».

Car le véritable enjeu d'un tel rassemblement est bien celui du sens. « Le monde, c'est nous », devait rappeler l'un des participants. Et ce monde, qui mieux que les think tanks peut le triturer jusqu'à lui faire prendre de nouvelles formes ? Là réside leur responsabilité particulière, et ce forum était un premier pas, hésitant encore, dans la bonne direction.

Ils doivent pour cela dépasser l'expertise, aussi utile soit-elle, pour affronter dans l'échange des problématiques transversales. Ainsi de l'organisation démocratique et citoyenne des choix

collectifs fondamentaux : comment moduler les composantes de la croissance, favoriser l'émergence d'une nouvelle forme de maîtrise des conflits ou recréer notre capacité à bâtir à partir des clivages ? L'enjeu n'est pas tant d'être des boîtes à idées que de mettre les idées en boîte, c'est-à-dire savoir les manier pour complètement les repenser.

Ils doivent aussi répondre à la question centrale de leur position dans le jeu démocratique et idéologique, et s'interroger sur le destin des idées ainsi produites. « D'où parlez-vous, qui vous finance, qui vous inspire ? » osa, non sans provocation, l'un des membres de l'assistance. La promptitude à répondre des responsables présents à la tribune dit bien la sensibilité de l'interpellation.

A la recherche de l'intérêt général

Rentrant de ce forum, j'ai traversé sous les voûtes du métro Barbès le marché parallèle qui s'y tient chaque samedi. Aux côtés de sa mère, une fillette bradait au plus offrant de simples produits de toilette. Son sourire, la joie enfantine qu'elle mettait dans ce troc, ne dissimulaient ni sa précarité, ni la tristesse profonde de la situation, ni le malaise que l'on ressent à voir des êtres humains devoir échanger leur dignité contre un peu de monnaie.

J'ai alors repensé à une phrase prononcée par l'un des participants du forum, devant l'impressionnant succès d'affluence de l'initiative : « On voit bien que le moteur de la politique, ce sont les idées ». Oui, et son sujet, ce sont les Hommes.

« On reconnaît un discours de Jaurès à ce que tous les verbes y sont au futur », croyait moquer Clemenceau. Face aux urgences qui nous assaillent, devant la copie, vierge encore pour l'essentiel, d'un véritable changement de paradigme, au regard aussi de notre difficulté à dépasser les clivages, combattre les postures et mesurer les vraies finalités, ce forum, avec ses approximations et ses clairs-obscurs, était une heureuse initiative. Elle gagnerait bien sûr à se poursuivre en dépassant l'objectif, louable en soi, d'un simple échange de vues.

Esprit Critique

se faire son opinion

CHRONIQUES

Il ne s'agit pas de bâtir un projet commun, moins encore un programme. Nul n'ignore les clivages politiques, les enjeux de pouvoir, les pesanteurs organisationnelles ou les problématiques liées à la place occupées par les think tanks dans le jeu démocratique. L'enjeu du Forum était cependant qu'une réelle confrontation d'idées permette de progresser sur quelques sujets clés, que se crée une sorte d'intérêt général autour du questionnement de nos sociétés, et que cette interrogation partagée soit porteuse d'innovations et d'espairs.

Même si cela doit être dans le respect des convictions de chacun, le mélange des idées ne doit pas nous amener à écrire l'avenir à l'encre sympathique.

Article déjà paru sur le site Internet www.lesinfluences.fr